

L'Église et la diaspora laïque

Massimo FAGGIOLI

Le catholicisme italien se radicalise aussi rapidement qu'il se divise. Dévoués à la figure du pape, les nouveaux mouvements catholiques défient les évêques et n'hésitent pas à politiser à outrance l'Église. Massimo Faggioli décrit la situation.

Article publié en partenariat avec le *Centro Studi Progetto Europeo* (<http://www.europressresearch.eu>)

« Et si le Dieu de Ruini passait à droite ? », se demandait en février 2007 l'éditorial du journal libéral *La Repubblica*, signé par Ezio Mauro, le directeur de ce quotidien, le plus lu en Italie¹. La question révèle le malaise des tenants de la laïcité, visiblement déconcertés par l'alignement progressif de la hiérarchie de l'Église – et notamment par la Conférence des évêques, présidée à l'époque par le cardinal Camillo Ruini dont il est question dans l'éditorial – sur les positions de la droite dirigée par Silvio Berlusconi. Si le paysage politique italien a beaucoup évolué depuis, la question reste toujours actuelle² ; le soutien de l'Église à l'activisme politique d'une partie des fidèles reste intact ; ces jours-ci il s'intensifie même, en raison de la campagne électorale en vue des législatives anticipées des 13 et 14 avril 2008.

Les inquiétudes d'E. Mauro ne sont pas sans fondement : l'arrivée de Benoît XVI a inauguré une nouvelle ère dans le rapport entre religion et politique dans la péninsule. Jean-Paul II, qui n'était pas un passionné de la vie politique italienne, arrivait à contenir l'activisme du cardinal Ruini et ses plans de créer un « parti de la Conférence des évêques ». Sous Benoît XVI, le cardinal semble omniprésent. Nullement affecté par sa mise à la retraite de la présidence de la Conférence des évêques, peu soucieux des difficultés dans lesquelles il met son successeur, le cardinal Bagnasco, Ruini joue de plus en plus ouvertement le rôle du

¹ Ezio Mauro, *Se il Dio di Ruini diventa di destra*, *La Repubblica*, 7 février 2007.

² Voir M. Damilano, *Il partito di Dio*, éd. Einaudi, Turin 2006.

« directeur politique » d'une droite catholique qui peine à se rassembler derrière un leader politique, mais qui n'a aucun doute quant au fait d'être de droite.

L'Église catholique aurait-elle rallié Silvio Berlusconi ? La réalité s'avère plus compliquée. Le « catholicisme politique » italien offre aujourd'hui un tableau plus hétéroclite que jamais. Les vastes couches sociales qui constituaient jadis la base politique et l'âme de la Démocratie Chrétienne ont perdu leur unité ; ses différentes fractions suivent désormais des trajectoires diverses : elles ne se retrouvent entièrement ni dans la droite, ni dans les partis du centre, et encore moins à l'intérieur du Parti Démocrate de Walter Veltroni.

Cette dispersion du « vote catholique » coïncide cependant avec une polarisation culturelle croissante, qui a pris une ampleur telle que certains observateurs parlent d'une nouvelle guerre entre les « cléricaux » et les « anticléricaux ». C'est ainsi que fut interprété par exemple l'épisode de janvier dernier, lorsque le pape a annulé *in extremis* sa visite à l'Université de la Sapienza de Rome, où il tenait une conférence, suite aux protestations d'une partie des étudiants et des enseignants. Assurément, nous sommes loin des guerres culturelles de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, lorsque les deux camps s'opposaient sur tout, à commencer par la légitimité de l'État italien. Contrairement au conflit d'il y a un siècle, le clivage actuel oppose en réalité deux « camps » très hétérogènes. Du côté des « cléricaux » se retrouvent, aux postes de commande, quelques évêques sous la houlette du cardinal Ruini, entourés d'une galaxie pittoresque d'hommes politiques issus de la Démocratie chrétienne, des mouvements catholiques les plus politisés, comme « Communion et Libération », et de ce qu'on appelle en Italie les « théo-conservateurs » ou encore « athées pieux », comme Giuliano Ferrara, directeur du journal *Il Foglio*, ou Marcello Pera, philosophe et homme politique de Forza Italia. Quant aux « anticléricaux », on y retrouve à vrai dire la majorité de la société italienne, mais une majorité encore plus dispersée et sans programme : la société italienne n'a jamais été très attachée à la laïcité à « la française », et elle a oublié, pendant les décennies d'après-guerre, les passions anticléricales qui avaient agité la péninsule au tournant du XXe siècle.

C'est là la nouvelle donne de la vie politique italienne : un rapport nouveau entre religion et politique, où l'Église cherche et trouve appui en dehors des rangs des croyants. A l'activisme politique des certains hiérarques, correspond en effet une nouvelle transversalité des sujets chers à l'Église : sujets classiques (égalité et financement des écoles catholiques,

aide de l'État au *welfare* catholique), sujets nouveaux (protection du mariage entre homme et femme), sujets qui ne sont certainement pas nouveaux mais qui réapparaissent à cause du progrès des sciences (révision des lois sur l'avortement et sur l'« avortement par naissance partielle », sur l'euthanasie, sur l'éthique médicale, respect de la personne humaine).

Ce qui choque le plus les tenants d'une séparation entre religion et politique, c'est le silence des catholiques modérés devant la multiplication des interventions de l'Église dans la campagne électorale. La critique est compréhensible : pourquoi les catholiques modérés, qui ne partagent pas les idées des mouvements radicaux comme « Communion et Libération », leur laissent-ils le droit de parler au nom des catholiques ? La même question s'applique à l'Église : c'est un fait bien connu que la majorité des évêques italiens se méfient en réalité d'une politisation outrancière de l'Église proposé par le cardinal Ruini. Et pourtant, ce dernier semble occuper la scène. Cette critique manque toutefois l'essentiel, à savoir le nouveau rapport de force au sein du monde catholique lui-même. La mobilisation des nouveaux mouvements catholiques a réduit radicalement les marges de manœuvre de tous les autres acteurs : les évêques, le clergé, les simples fidèles... A l'intérieur même de l'Église, les croyants individuels, ceux qui restent à l'écart des mouvements et des associations, éprouvent un isolement tel qu'on peut les comparer à une diaspora³. Les nouveaux mouvements catholiques contournent le catholicisme institutionnel et sa hiérarchie – les paroisses, les diocèses, les ordres religieux – et font de la fidélité au pape lui-même la première et l'ultime vertu.

L'univers catholique contemporain – en Italie en particulier – est donc caractérisé par une alliance entre la papauté et des mouvements animés par des catholiques laïcs (« Communion et Libération », les Focolari...), caractérisés par l'absence totale d'états d'âme dès qu'il s'agit de brandir le drapeau catholique dans l'arène politique, mais surtout par une nouvelle façon de légitimer l'engagement politique des catholiques. Dotée d'une grande capacité de mobilisation et dépendant directement du Vatican, elle tend à balayer les tenants traditionnels du pouvoir politique et social dans le catholicisme. Cette « avant-garde » s'est développée sous le pontificat de Jean-Paul II, et son activité devient de plus en plus visible sous Benoît XVI. Deux manifestations récentes en furent offertes par le « Family Day » sur la Place San Giovanni à Rome et par la manifestation de « solidarité avec le pape », organisée en

³ Voir M. Faggioli, *I movimenti cattolici. Una breve storia*, Carocci, Rome 2008 (en cours de publication).

réponse à l'incident à l'université de La Sapienza) : conçues par le cardinal Ruini, organisées par des mouvements catholiques très proches de la papauté, ses manifestations ont été soutenues par de nombreux personnages politiques.

Ainsi, le « catholicisme politique » italien change de visage : porté jadis par des cadres qui avaient reçu leur formation au sein d'un grand parti populaire (la Démocratie Chrétienne) ou un mouvement social (l'Action Catholique), et qui y avaient appris à respecter les règles de la démocratie interne et l'importance du débat, il est désormais représenté par des mouvements dont la culture interne est très loin du modèle démocratique et où les mécanismes de représentativité sont faibles, voire inexistants. Sous pression de ces mouvements minoritaires mais fortement mobilisés, et en absence de voix alternatives, c'est le catholicisme entier qui paraît « rallié » à la formation politique de Silvio Berlusconi (où la démocratie interne a été remplacée par un « césarisme d'entreprise ») et les autres partis conservateurs soutenant Berlusconi.

Cette mutation interne de l'univers catholique est d'autant plus puissante qu'il manque en Italie une culture catholique plus libérale. Les « théo-conservateurs » italiens aiment légitimer leur activisme en rappelant la place publique qu'occupent les religions aux États-Unis. Ce qu'ils ne disent pas en revanche, c'est que le quasi-monopole catholique en Italie contraste avec l'histoire du pluralisme religieux aux États-Unis, et que le rôle public de la religion dans la sphère publique américaine trouve ses limites dans le principe de la séparation de l'Église et de l'État.

Cette politisation et polarisation des catholiques italiens risquent de rendre encore plus difficile la reconnaissance en droit du fait que l'Italie est désormais un pays multiculturel et multireligieux. Les deux « diasporas » – celle des tenants de la laïcité qui s'inquiètent pour la politisation de la religion, et celle des simples fidèles catholiques qui voient des minorités radicales s'emparer de l'Église, annoncent peut-être un nouveau clivage durable : d'un côté, une « Italie laïque » coexistant avec l'Église officielle ; de l'autre, des communautarismes culturels et religieux, puissants, politiquement orphelins et socialement autoréférentiels.

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 14 mars 2008

© laviedesidees.fr